

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°61

Février 2006



NOUVEAU SITE INTERNET DE LA CSSF

La Commission de Surveillance du Secteur Financier vient de mettre en ligne la nouvelle version de son site internet www.cssf.lu.

Alors que le site de la CSSF s'était largement étoffé au cours de ses cinq années d'existence, un travail d'amélioration de lisibilité et de navigation a été effectué dans le souci de présenter aux acteurs du secteur financier ainsi qu'au grand public un outil d'information moderne et convivial. Ainsi, la nouvelle version du site bénéficie d'une ligne graphique entièrement revue, d'une restructuration du contenu, d'un moteur de recherche plus puissant et d'une fonctionnalité d'abonnement permettant aux internautes d'être informés régulièrement sur les nouveautés publiées par la CSSF.

Afin de répondre aux besoins de la place financière, le site se présente également en version anglaise.

STATISTIQUES

■ BANQUES

Somme des bilans des banques au 31 décembre 2005 quasiment inchangée

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 792,42 milliards au 31 décembre 2005 par rapport à EUR 787,16 milliards au 30 novembre 2005, soit une hausse de 0,67%.

Au 31 décembre 2005, le nombre d'employés auprès des établissements de crédit luxembourgeois était de 23.227 unités, ce qui constitue une hausse de près de 1% par rapport au 30 septembre 2005, date à laquelle l'effectif total s'élevait à 22.999 unités et une hausse de près de 3% par rapport au 31 décembre 2004 (22.554 unités).

Suite à l'inscription sur la liste officielle de deux nouvelles banques, EFG Bank (Luxembourg) S.A. et Advanzia Bank S.A., et suite au retrait de la liste officielle de Banque Colbert (Luxembourg) S.A., le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 31 janvier 2006 s'est élevé à 156 unités.

■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Evolution globalement positive des PSF en 2005

Suivant les données provisoires établies au 31 décembre 2005, la somme des bilans de l'ensemble des PSF (185 entreprises en activité) se chiffre à EUR 51,981 milliards contre EUR 51,960 milliards au mois précédent, soit une légère amélioration de 0,04% sur une période d'un mois et contre EUR 38,432 milliards au mois de décembre de l'année précédente, ce qui constitue une augmentation de 35,25% sur une période d'une année.

Cette évolution remarquable de la somme des bilans entre les mois de décembre 2004 et 2005 résulte d'une part, de l'augmentation du nombre de PSF qui est passé de 166 au 31 décembre 2004 à 185 entités au 31 décembre 2005 et, d'autre part, de l'accroissement important, par rapport à décembre 2004, du volume d'activité de l'entité agréée en matière de prêt de titres.

Quant à la ventilation de la somme des bilans au 31 décembre 2005 entre les différentes catégories de PSF, la catégorie des professionnels effectuant du prêt de titres figure en première position, suivie de la catégorie des professionnels effectuant des opérations de prêt et de la catégorie des établissements pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux.

STATISTIQUES

Le personnel employé auprès des PSF est passé de 6.059 unités au 31 décembre 2004 à 6.122 unités au 30 juin 2005, soit une augmentation de 63 unités sur le premier semestre 2005, pour s'établir au 31 décembre 2005 à 6.547 unités, soit une augmentation de 488 unités ou de 8,05% sur une période de douze mois.

Malgré le fait que pendant le premier semestre 2005 quelques établissements à effectif élevé ont abandonné le statut de PSF pour adopter celui de société de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, l'effectif du personnel des PSF a connu une évolution positive au cours de l'année 2005. Cette augmentation résulte essentiellement du personnel employé auprès des établissements nouvellement agréés, et dans une moindre mesure, de l'augmentation de l'emploi auprès de certaines entités actives en tant qu'agent de transfert et de registre ou actives en qualité de distributeur de parts d'OPC.

Le résultat net provisoire pour l'ensemble des PSF s'établit au 31 décembre 2005 à EUR 433,94 millions (185 entreprises en activité) contre EUR 318,71 millions (166 entreprises en activité) au mois de décembre 2004, soit une amélioration de l'ordre de 36,16% sur une période de douze mois.

Cette évolution positive du résultat provisoire global des PSF est, comparée à l'exercice 2004, à imputer à la rentabilité améliorée en 2005 de quelques acteurs importants actifs en tant que dépositaire professionnel de titres et comme distributeur de parts d'OPC.

Quant à la ventilation du résultat net global au 31 décembre 2005 par catégorie de PSF, c'est en effet la catégorie des dépositaires professionnels de titres qui figure en première position, suivie de la catégorie des distributeurs de parts d'OPC et en troisième position de la catégorie des gérants de fortunes.

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 31 janvier 2006)

Catégorie	Nombre	
Entreprises d'investissement		
Commissionnaires	COM	14
Gérants de fortunes	GF	46
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	13
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	36
Preneurs ferme	PF	2
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	3
Agents de transfert et de registre	ATR	11
PSF autres que les entreprises d'investissement		
Conseillers en opérations financières	COF	12
Courtiers	COU	6
Teneurs de marché	TM	1
Personnes effectuant des opérations de change-espèces	CHES	0
Recouvrement de créances	RECO	2
Professionnels effectuant des opérations de prêt	POP	7
Professionnels effectuant du prêt sur titres	PPT	1
Administrateurs de fonds communs d'épargne	AFCE	1
Domiciliataires de sociétés	DOM	33
Agents de communication à la clientèle	ACC	13
Agents administratifs du secteur financier	AA	8
Opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier	IT	26

STATISTIQUES

Professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés	PCG	2
Professionnels du secteur financier auxquels s'applique la section 1 du chapitre 2 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, à l'exclusion des catégories de PSF visées également par la section 2 du même chapitre	ART. 13	4
Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	EPT	1
TOTAL *		188

* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

■ SOCIÉTÉS DE GESTION

Agrément de trois nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La CSSF informe que trois nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit des entités suivantes :

- Compagnie Financière pour la Gestion Collective S.A. (en abrégé COFIGECO)
- HSBC Investment Funds (Luxembourg) S.A.
- Luxcellence S.A.

Les sociétés de gestion sous rubrique seront actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite à ces agréments, le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un Etat membre de l'Union européenne s'élève à 62 au 10 février 2006.

REGLEMENTATION EUROPEENNE

■ PUBLICATION DE LIGNES DIRECTRICES EN MATIERE DE REPORTING PRUDENTIEL COMMUN PAR CEBS

Le Committee of European Banking Supervisors (CEBS) vient de publier, en date du 13 janvier 2006, des lignes directrices en ce qui concerne le schéma de reporting commun en matière d'adéquation des fonds propres. Ce schéma commun de reporting prudentiel a pour vocation de favoriser la convergence au niveau européen en matière de reporting de la CAD III, tout en tenant compte des particularités et des besoins nationaux. C'est dans ce cadre que CEBS a divisé ce schéma de reporting prudentiel en deux parties différentes, l'une représentant « l'information de base » et l'autre « l'information détaillée ». CEBS vise à aboutir à une convergence accrue au niveau de l'information de base, tout en laissant aux autorités nationales le choix de fixer l'étendue quant aux informations détaillées qu'elles souhaitent obtenir pour les besoins de leur reporting prudentiel.

Ce schéma commun de reporting prudentiel devrait ainsi non seulement permettre de faciliter l'échange d'informations entre autorités de surveillance, mais également de faciliter la tâche de reporting pour les banques et sociétés d'investissement faisant partie d'un groupe transfrontalier.

Il convient de noter par ailleurs que CEBS a tenu compte dans la mesure du possible des désirs de l'industrie financière lors de l'élaboration du schéma de reporting commun en intégrant de nombreuses recommandations émanant de ce secteur lors de ces consultations publiques.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué de presse du 16 janvier 2006

■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 31 DECEMBRE 2005 EN FORTE AUGMENTATION

Sur base de chiffres provisoires au 31 décembre 2005¹, la Commission de Surveillance du Secteur Financier évalue le résultat brut avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 4.247 millions d'EUR. Ce chiffre représente une hausse de 14% par rapport au 31 décembre 2004, date à laquelle le résultat avant provisions s'élevait à 3.726 millions d'EUR.

Les établissements de crédit luxembourgeois terminent l'année 2005 avec des résultats en forte augmentation. Le produit bancaire, mesure des revenus opérationnels, hausse de 9,8%. Poussés par la bonne conjoncture boursière et la croissance de l'activité des fonds d'investissement, les revenus de commissions croissent de 14,3%. La réalisation de plus-values de cession permet aux autres revenus nets de progresser de 56%. Seuls les revenus d'intérêts baissent de 1,5%.

Du côté des dépenses, les frais généraux augmentent de 4,6% sous l'effet de la hausse prononcée des frais de personnel (+6,6%).

La progression des revenus bancaires dépasse largement celle des frais administratifs entraînant une forte hausse de 14% du résultat avant provisions.

Compte de profits et pertes au 31 décembre 2005

Postes en millions d'EUR	2004	2005	%
Marge d'intérêts ²	3.639	3.585	-1,5%
Revenus de commissions	2.388	2.730	14,3%
Autres revenus nets	656	1.024	56,0%
Produit bancaire	6.683	7.339	9,8%
Frais de personnel	1.532	1.633	6,6%
Autres frais généraux	1.425	1.458	2,4%
Frais généraux	2.957	3.092	4,6%
Résultat avant provisions	3.726	4.247	14,0%

¹ Les banques reprises dans l'échantillon représentent 93,4% du résultat avant provisions de l'exercice 2004.

² Y compris dividendes perçus sur les filiales.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué de presse du 27 janvier 2006

■ ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Actifs nets des OPC dépassant la barre des EUR 1.500 milliards

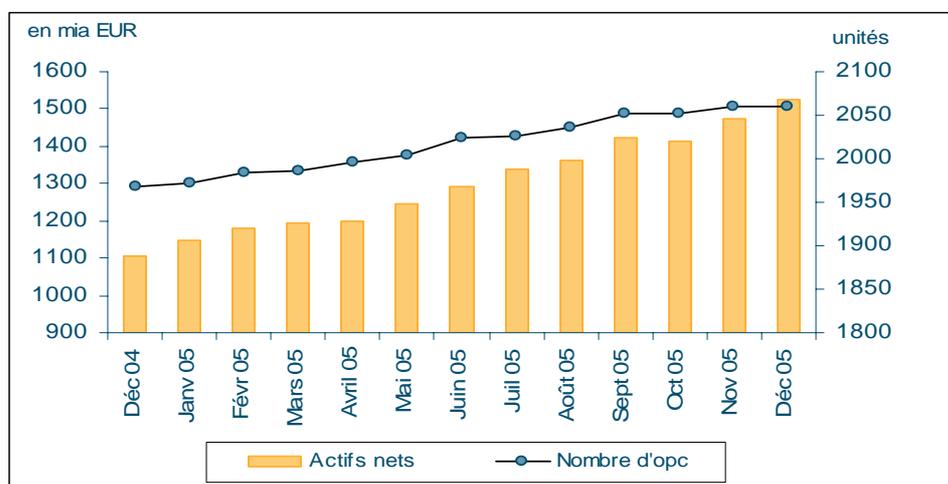
Pour la première fois au Luxembourg, le patrimoine global net des organismes de placement collectif a dépassé la barre des EUR 1.500 milliards, se chiffrant au 31 décembre 2005 à EUR 1.525,208 milliards.

Pour l'année 2005, ce chiffre provient d'une croissance relative de 37,88% et d'une croissance absolue de EUR 418,986 milliards par rapport au 31 décembre 2004. Cette croissance de 37,88% se répartit pour 56,39% sur les émissions nettes et pour 43,61% sur la hausse des marchés boursiers. Suivant cette répartition, l'investissement net en capital dans les organismes de placement collectif luxembourgeois se chiffre pour 2005 à EUR 236,277 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif en 2005 a lui aussi augmenté de 92 entités, ce qui constitue une croissance de 4,67% par rapport à une croissance de 5,24% en 2004 et une baisse de 3,66% en 2003.

Par rapport au mois de novembre 2005, le patrimoine global net des organismes de placement collectif a augmenté de 3,44% et l'investissement net en capital au mois de décembre 2005 s'est élevé à EUR 23,524 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 2.060 entités. 1.298 organismes de placement collectif ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 7.735 compartiments. En y ajoutant les 762 organismes de placement collectif à structure classique, un nombre total de 8.497 unités sont actives sur la place financière.

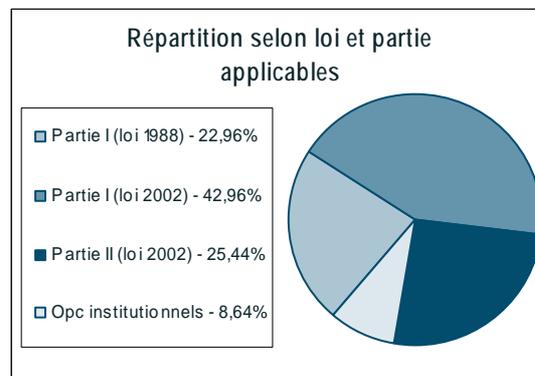
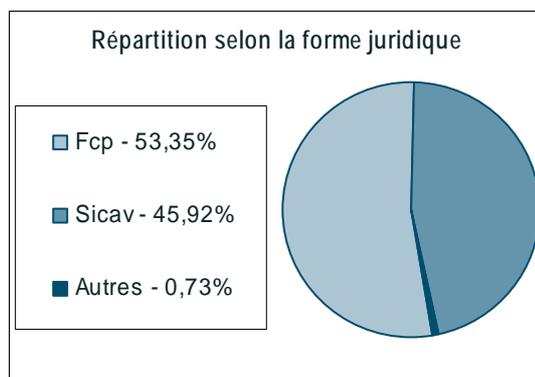


STATISTIQUES OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 31 décembre 2005

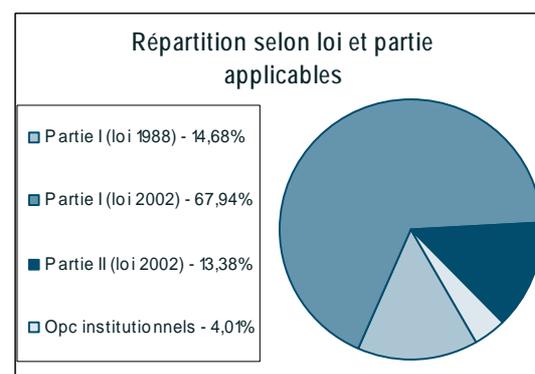
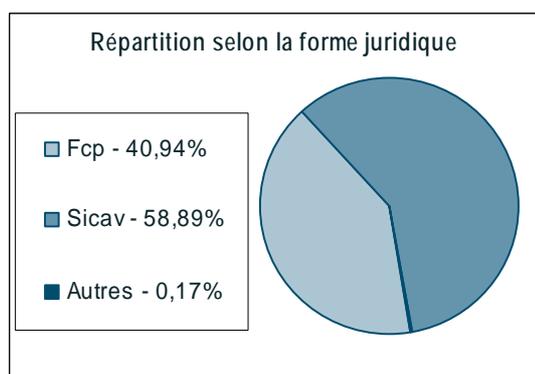
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 1988)	209	261	3	473
Partie I (loi 2002)	605	280	0	885
Partie II (loi 2002)	173	340	11	524
OPC institutionnels	112	65	1	178
TOTAL	1.099	946	15	2.060

■ ACTIFS NETS DES OPC



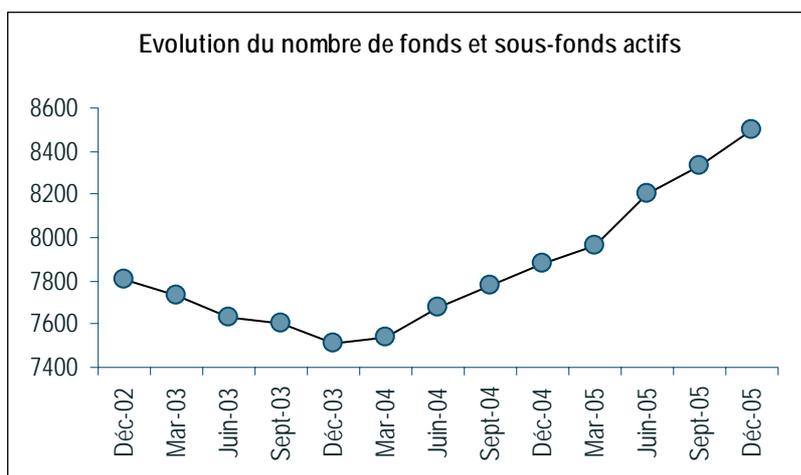
Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 1988)	112,264	111,458	0,135	223,857
Partie I (loi 2002)	383,580	652,573	0,000	1.036,153
Partie II (loi 2002)	86,492	115,045	2,460	203,997
OPC institutionnels	42,011	19,130	0,060	61,201
TOTAL	624,347	898,206	2,655	1.525,208

STATISTIQUES OPC

■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Suisse	298,061	19,5%
Etats-Unis	288,178	18,9%
Allemagne	257,118	16,9%
Italie	163,132	10,7%
Belgique	137,536	9,0%
Grande-Bretagne	135,929	8,9%
France	97,353	6,4%
Pays-Bas	39,774	2,6%
Japon	28,107	1,8%
Suède	24,365	1,6%
Autres	55,655	3,7%
TOTAL	1.525,208	100%

■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	683,447
VM à revenu variable (**)	576,361
VM diversifiées (***)	113,963
Fund of funds	130,184
Liquidités	7,769
Immobilier	5,288
Futures, options, warrants	7,399
Divers (****)	0,797
TOTAL	1.525,208

(*) dont 194,798 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 2,537 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,462 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 0,058 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,279 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(****) dont 0,029 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Nouveaux établissements :

Avanzia Bank S.A.

9, Parc d'activités Syrdall, L-5365 Munsbach
Autorisation ministérielle du 11 janvier 2006

EFG Bank (Luxembourg) S.A.

14, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg
Autorisation ministérielle du 10 janvier 2006

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
Autorisation ministérielle du 2 janvier 2006

Retraits :

Banque Colbert (Luxembourg) S.A.

Retrait le 16 janvier 2006

Banque Nagelmackers 1747 (Luxembourg) S.A.

Retrait le 1^{er} janvier 2006

Changement de dénomination :

Banque Ippa & Associés est devenue le 16 janvier 2006

Banque BI&A S.A.

Hypo Real Estate Bank International, succursale de Luxembourg, est devenue le 4 janvier 2006

Hypo Public Finance Bank, succursale de Luxembourg

HSBC Dewaay S.A., succursale de Luxembourg est devenue le 28 décembre 2005

Puilaetco Dewaay Private Bankers S.A., succursale de Luxembourg

Industrial and Commercial Bank of China, succursale de Luxembourg est devenue le 5 janvier 2006

Industrial and Commercial Bank of China Ltd., Luxembourg Branch

Bank of Tokyo-Mitsubishi (Luxembourg) S.A. est devenue le 1^{er} janvier 2006

Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ (Luxembourg) S.A.

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouveaux établissements :

AGIR LUXEMBOURG S.A.

16, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg
Domiciliaire de sociétés
Autorisation ministérielle du 4 janvier 2006

GROUP 4 FALCK - SOCIETE DE SURVEILLANCE ET DE SECURITE S.A.

14, rue du Père Raphaël, L-1015 Luxembourg
Agent de communication à la clientèle
Autorisation ministérielle du 2 janvier 2006

KNEIP COMMUNICATION S.A.

26-28, rue Edward Steichen, L-2017 Luxembourg
Agent administratif du secteur financier
Autorisation ministérielle du 1^{er} février 2006

LISTES OFFICIELLES

ORBIT PRIVATE ASSET MANAGEMENT S.A R.L.

11, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg
Gérant de fortunes
Autorisation ministérielle du 2 janvier 2006

SIMAC PSF S.A.

41, Z.A. Am Bann, L-3372 Leudelange
Opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier
Autorisation ministérielle du 27 janvier 2006

VISION IT GROUP PSF S.A.

163, rue du Kiem, L-8030 Strassen
Opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier
Autorisation ministérielle du 25 janvier 2006

Retraits :

FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A.

Retrait le 2 janvier 2006

PULAETCO DEWAAY LUXEMBOURG S.A.

Retrait le 31 janvier 2006

Changement de statut :

SZL S.A.

62, route d'Arlon, L-8008 Strassen
Changement de statut de professionnel intervenant pour son propre compte en celui de gérant de fortunes

Changement d'adresse :

GLOBAL FACILITIES S.A.

41, am Bann, L-3372 Leudelange

Changement de dénomination :

RABOBANK CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A. est devenue
RCS CORPORATE SERVICES LUXEMBOURG S.A.

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION

Nouvelles sociétés :

COMPAGNIE FINANCIERE POUR LA GESTION COLLECTIVE S.A. (en abrégée COFIGECO)

16, rue d'Epernay, L-1490 Luxembourg

HSBC INVESTMENT FUNDS (LUXEMBOURG) S.A.

40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

LUXCELLENCE S.A.

5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

LISTES OFFICIELLES

Changements d'adresse :

AMERICAN EXPRESS BANK ASSET MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

74, Mühlenweg, L-2155 Luxembourg

CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

(en abrégé CAAM Luxembourg)

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

■ LISTE DES SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL A RISQUE (SICAR)

Nouvelles sociétés :

ABN AMRO CONVERGING EUROPE INVESTMENTS, S.C.A., SICAR

9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg

ABACUS INVEST S.C.A. SICAR

207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

ARROWS INVESTMENTS S.à R.L. SICAR

23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg

AXA MEZZANINE I S.A., SICAR

46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

BALKAN RECONSTRUCTION INVESTMENT FINANCING S.C.A. SICAR

4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

CEP II PARTICIPATIONS S. à R.L. SICAR

30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

DB REAL ESTATE IBERIAN VALUE ADDED I, S.A., SICAR

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

ENERGY AND INFRASTRUCTURE INVESTMENTS SCA, SICAR

14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

GOTTEX MANAGEMENT S.A., SICAR

8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg

GOTTEX US MANAGEMENT S. à R.L., SICAR

8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg

LAUMOR PARTNERS (S. à R.L.) SICAR

5, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg

MD MEZZANINE S.A., SICAR

46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

NEW NIBC LUXEMBOURG S. à R.L., SICAR

9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg

NEXUS MEDICAL PARTNERS II S.C.A., SICAR

12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

PRIVATE EQUITY GLOBAL SELECT II, SICAR S.C.A.

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

TINTORETTO SICAR S.A.

12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

VALTEC S.A. SICAR

23, avenue Monterey L-2086 Luxembourg

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois de décembre 2005 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

- CREDIT SUISSE NOVA (LUX); 5, rue Jean Monnet; L-2180 Luxembourg
- VERMÖGENSPORTFOLIO ULM; 1C, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- DEKA-KICKGARANT 2006; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- HENDERSON INDIRECT PROPERTY FUND (EUROPE); 64, rue Principale; L-5367 Schuttrange
- PRIVATE INVESTMENT FUND OP; 4, rue Jean Monnet; L-2180 Luxembourg
- DWS ZINSSPRINTER; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DWS ZINSSPRINTER 2016; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DEKA-AKTIENEUROPA INVEST; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- DEKA-AKTIENGLOBAL INVEST; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- FORTIS QUAM FUND; 14, rue Aldringen; L-1118 Luxembourg
- HSBC TRINKAUS GLOBAL CERTIFICATES; 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre; L-1952 Luxembourg
- ACMBERNSTEIN INSTITUTIONAL INVESTMENTS; 18, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg
- CITI UMBRELLA SICAV; 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte; L-1330 Luxembourg
- RUBIN FONDS; 2, place Dargent; L-1413 Luxembourg
- DWS BRAZIL; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- FORTIS LIQUIDITY; 14, rue Aldringen; L-1118 Luxembourg
- WESTOPTIMAL; 1, rue Jean-Pierre Brasseur; L-1258 Luxembourg
- CAPITAL INTERNATIONAL UK FUND; 6, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- JPMORGAN PORTFOLIO STRATEGIES FUND II; 6, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- DEKA-GLOBALOPPORTUNITIES PLUS; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- TR GLOBAL PORTFOLIO; 3, rue Jean Monnet; L-2180 Luxembourg
- LONGVIEW PARTNERS INVESTMENTS; 103, Grand-rue; L-1661 Luxembourg
- KAUPTHING HEDGE; 12, rue Guillaume Schneider; L-2522 Luxembourg
- PIMCO LUXEMBOURG II; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- VAUBAN FUND; 1, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- DUAL RETURN FUND; 1B, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY III SICAV; 2, place Dargent; L-1413 Luxembourg
- HERALD, THE HENDERSON EUROPEAN RETAIL PROPERTY FUND; 64, rue Principale; L-5367 Schuttrange
- HINES INTERNATIONAL REAL ESTATE FUND; 33, boulevard du Prince Henri; L-1724 Luxembourg
- CARNEGIE FUND IV; 5, place de la Gare; L-1616 Luxembourg

Retraits

- UBP INTERNATIONAL FUND; 672, rue de Neudorf; L-2220 Luxembourg-Findel
- UNI-VALEURS; 14, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- PRIMUS; 23, avenue de la Porte-Neuve; L-2227 Luxembourg
- FRANCE LUXEMBOURG INVEST; 1, place de Metz; L-1930 Luxembourg
- WARDLEY ASIA PACIFIC INVESTMENTS LIMITED; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- DB SF LIQUIDITY; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- STRATEGIC GLOBAL INVESTMENT; 14, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- PRIME LUXEMBOURG EUROPE FUND; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- SCHMIDTBANK RENDITEPLUS 98; 14, allée Marconi; L-2120 Luxembourg
- EURO-WACHSTUM-FONDS; 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre; L-1952 Luxembourg
- DWS BETA FONDS; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- SECURITY CAPITAL EUROPEAN REALTY; 8-10, rue Mathias Hardt; L-1717 Luxembourg
- UBS (LUX) LIMITED RISK FUND; 291, route d'Arlon; L-1150 Luxembourg
- THE PRIME LUXEMBOURG FUND; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- RE-INVEST; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- THESEE; 39, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- LRI-KONZEPT 100; 1C, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- ANDORFONS INTERNACIONAL; 18, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg
- DWS TOPZINS; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- SV/BPAA INTERNATIONAL QUANTITATIVE INDEX FUNDS SICAV; 291, route d'Arlon; L-1150 Luxembourg
- HSBC TRINKAUS GLOBAL-MIXED; 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre; L-1952 Luxembourg
- GLOBAL INVEST UMBRELLA FUND; 10-12, boulevard F-D Roosevelt; L-2450 Luxembourg
- OPPENHEIM STRUKTUR; 4, rue Jean Monnet; L-2180 Luxembourg
- GOLDMAN SACHS INVESTMENT FUNDS; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- GUYERZELLER FUND; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- DWS RENDITE 2005; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- HYGA FUND; 20, boulevard Emmanuel Servais; L-2535 Luxembourg
- DEKA-EURORENTEN 11/2005; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- ACTIVEST GELDMARKT 11/2005; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- TOP INVEST GRAND SLAM; 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre; L-1952 Luxembourg

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **156** (31 janvier 2006)

Somme de bilans : **EUR 792,422 milliards** (31 décembre 2005)

Résultat net : **EUR 3,548 milliards** (31 décembre 2005)

Emploi : **23.227 personnes** (31 décembre 2005)

Nombre d'OPC : **2.065** (16 février 2006)

Patrimoine global : **EUR 1.525,208 milliards** (31 décembre 2005)

Nombre de SICAR : **53** (10 février 2006)

Nombre de fonds de pension : **15** (31 janvier 2006)

Nombre de sociétés de gestion : **62** (31 janvier 2006)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **1.572 personnes** (31 décembre 2005)

Nombre de PSF : **188** (31 janvier 2006)

Somme de bilans : **EUR 51,981 milliards** (31 décembre 2005)

Résultat net : **EUR 433,94 millions** (31 décembre 2005)

Emploi : **6.547 personnes** (31 décembre 2005)

Nombre d'organismes de titrisation : **6** (31 janvier 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **29.124 personnes** (31 décembre 2004)

Emploi total dans les établissements surveillés : **30.705 personnes** (30 septembre 2005)

Emploi total dans les établissements surveillés : **31.346 personnes** (31 décembre 2005)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu